

RAPPORT ANNUEL 2016 SPF BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION

Service Public Fédéral Budget et Contrôle de la Gestion

Rue Royale 138/2

1000 Bruxelles

www.budgetfederal.be

Contents

Mot d'introduction du Président 2

Organigramme 4

Services 5

 Le service du Président 5

 La division Stratégie et Communication 5

 La division Budget et Logistique 6

 La division Personnel et Organisation 6

 La division Linguistique et Bien-être 6

 La division TIC 7

 Le service Assistance à l'Elaboration du Budget 7

 Le service Comptable fédéral 9

 Le service Macrobudgétaire 11

 Le projet eBMC 11

 Le Bureau d'Ethique et de Déontologie administratives 13

Colophon 14

Mot d'introduction du Président

Sans hésitation je pense que l'année 2016 peut être qualifiée **d'année du changement**.

Pour rappel, le Conseil des Ministres du 3 juillet 2015 a approuvé le projet d'optimisation des organisations fédérales (Redesign fédéral). Ce projet, qui fait partie de l'accord du gouvernement du 9 octobre 2014, a pour but d'augmenter l'efficacité des services publics et d'améliorer le service aux citoyens et entreprises via l'intégration et l'amélioration des processus communs.

La partie de ce projet relative à l'optimisation des SPF horizontaux (Trajet 6) a débuté le 6 janvier 2016. Ce trajet, ayant pour objectif de créer une nouvelle entité fédérale de soutien à toutes les organisations fédérales en s'appuyant sur les SPF horizontaux actuels, a nécessité la collaboration active des différents SPF concernés soit les SPF P&O, Fedict, B&CG et initialement la Chancellerie.

Des groupes de travail ont été constitués dès le mois de janvier 2016 et de nombreux collaborateurs au sein de tous les services ont été appelés à mener les réflexions nécessaires à l'élaboration d'une nouvelle structure.

L'investissement et la régularité dont tous les collaborateurs ont fait preuve au long de ces mois marqués par un rythme de décisions inégal, ont permis à cette nouvelle organisation de voir officiellement le jour le 1er mars 2017 sous le nom de « Service Public Fédéral Stratégie et Appui ».

Conformément à la décision du Conseil des Ministres du 9 décembre 2016, ce nouveau SPF Stratégie et Appui intégrera les services du SPF B&CG, SPF P&O, de Fedict et d'EMPREVA.

C'est dans ce cadre de travail un peu particulier que mon équipe et moi-même avons clôturé ensemble les activités du SPF B&CG. Ce rapport annuel 2016 sera donc le dernier rapport annuel du SPF B&CG qui est placé sous le signe des projets et activités qui ont marqué cette année 2016.

Avant de faire partie de la famille des SPF, le SPF B&CG se nommait « Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses ». Ce n'est qu'en mai 2001 qu'il est devenu le Service Public Fédéral Budget et Contrôle de la Gestion.

Si lors de sa création, il n'était pas certain qu'il trouve sa place parmi les autres SPF, il a été vite reconnu et respecté pour les missions spécifiques et variées qui lui ont été confiées.

Presque 16 années passées sous 7 législatures, le SPF B&CG a travaillé avec 8 ministres/secrétaires d'Etat/Commissaires du Gouvernement émanant de partis et de rôles linguistiques différents.

Malgré tous ces changements, le SPF a assuré la continuité et maintenu le cap en élaborant chaque année le budget et en soutenant le gouvernement dans ses tâches budgétaires. Le SPF B&CG est resté le garant du passage de relais entre les différents ministres et secrétaires d'Etat qui se sont succédés.

De nombreux projets ont été élaborés au cours de ces 16 années, allant de la naissance d'une identité visuelle propre au développement de services et d'outils spécifiques aux missions qui lui sont assignées.

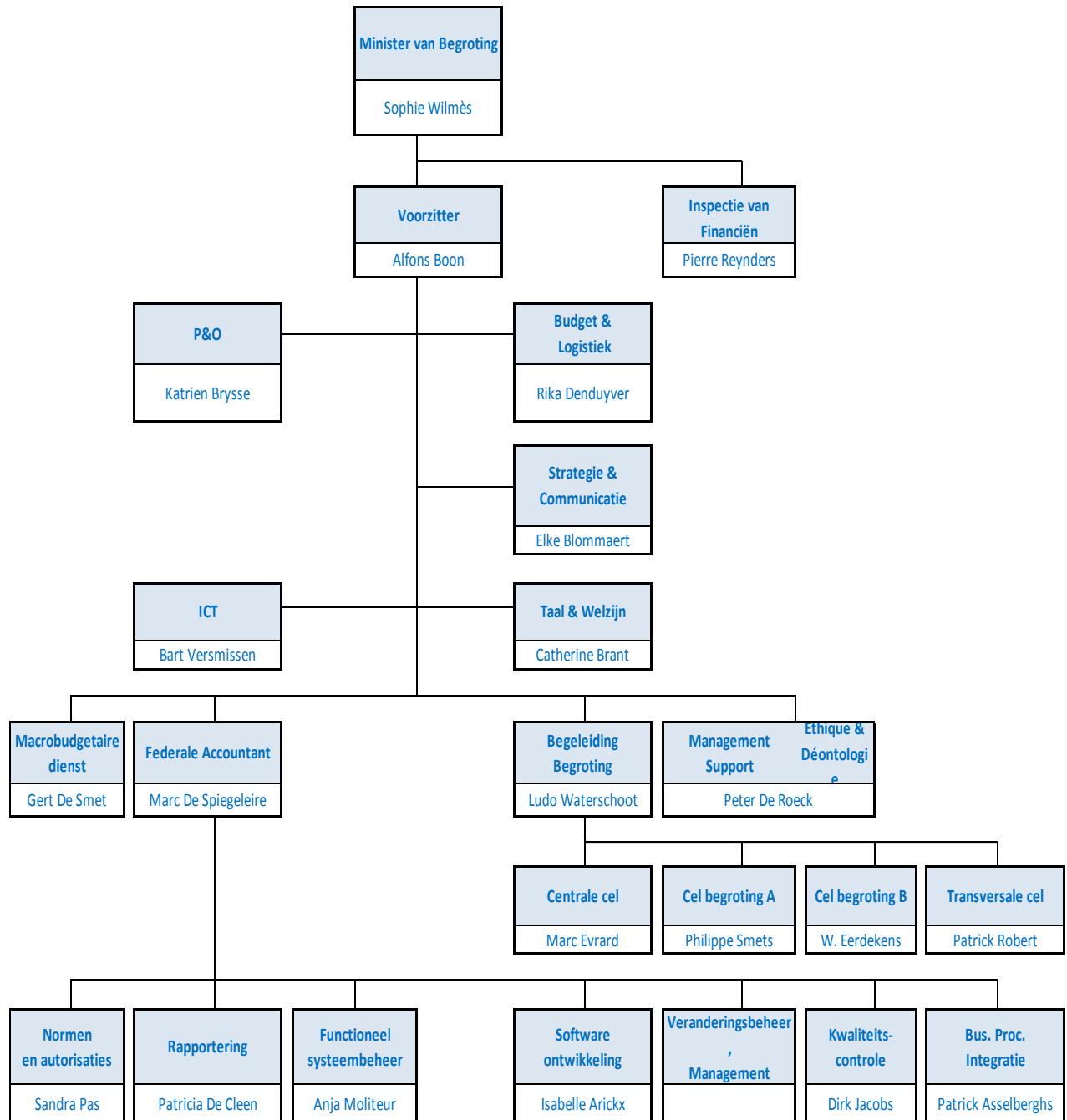
Le SPF n'existera donc plus en tant que tel mais les missions qu'il remplissait seront reprises par la nouvelle organisation. Un défi de taille s'offre donc à cette nouvelle organisation afin d'offrir des services encore plus performants et adaptés aux demandes et besoins de ses clients.

En intégrant cette nouvelle organisation, le SPF B&CG s'engage à poursuivre ses missions et ses objectifs dans la même direction.

Malgré cette année tournée vers l'avenir, le professionnalisme et l'engagement dont ont fait preuve mes collaborateurs ont permis d'assurer la continuité des missions et des projets qui seront ensuite transférés vers le nouveau SPF Stratégie et Appui.

Alfons Boon,
Président du Comité de direction

Organigramme



Le service du Président

La division Stratégie et Communication

Comme chaque année, la division Stratégie et Communication a assuré la préparation, la coordination et le rapportage des réunions du Comité de direction et a apporté son soutien au Président dans la gestion des réunions de concertation entre les DG. Par ailleurs, le forum stratégique des directeurs d'encadrement B&CG s'est réuni à trois reprises en 2016, en février, en juin et en octobre.

En mars 2016, la division Stratégie et Communication a déposé la note de vision du Trajet 6 au niveau politique. Cette note a ensuite été approuvée.

A partir de mai 2016, la phase du design a démarré avec la désignation d'un programme manager, d'un change manager et de plusieurs groupes de travail. La division Stratégie et Communication a été impliquée dans différents groupes de travail concernant à la fois une réflexion de fond sur la structure de la nouvelle entité et sur la manière de communiquer les informations relatives à l'évolution du projet. La division a également contribué à définir les produits et processus de la nouvelle entité et à préparer la note d'explication et de réalisation pour le Conseil des Ministres qui l'a approuvée le 9 décembre 2016.

L'accord du Conseil des Ministres sur la mise en place du SPF Stratégie et Appui ayant été donné le 9 décembre 2016, le projet concernant la création et le cadre juridique de cette nouvelle entité a été reporté en 2017. L'arrêté royal portant création du nouveau SPF horizontal a été publié au Moniteur le 28 février 2017.

La réalisation du Plan d'administration 2016 du SPF B&CG a été poursuivie dans l'application Performance Point et une réunion entre la division Stratégie et Communication et chaque Directeur Général a permis de faire le point sur la réalisation des opérations et projets prévus en 2016.

Suite à l'implication du SPF dans le Trajet 6, la mise en œuvre du plan de communication stratégique a été limitée à des Quick Wins afin de garantir la mise à jour et la lisibilité des outils de communication mis à la disposition des collaborateurs.

La division Stratégie et Communication a assuré la coordination technique et logistique du réseau du contrôle interne fédéral. Les experts en maîtrise interne de cette division ont assuré la pertinence et la cohérence des exposés ayant eu lieu pendant les réunions du réseau.

La division Budget et Logistique

En 2016, la division Budget et Logistique a participé activement au groupe de travail pour les services d'appui logistique et comptabilité afin de revoir les procédures budgétaires et comptables mises en place, dans le cadre du trajet 6 d'optimisation des services publics fédéraux horizontaux. Plusieurs propositions concrètes d'amélioration ont été présentées.

Dans le cadre de ces missions, la division a mené à terme la procédure de marché public visant à obtenir un contrat de consultance pour le soutien de l'application Fedcom. Le SPF B&CG dispose dès lors d'un contrat de 4 ans avec la firme Capgemini pour le soutien des projets importants pour l'application Fedcom.

La division Budget et Logistique a également participé aux workshops organisés pour le déploiement du projet e-invoicing depuis septembre 2016. En tant que pilote, cette division est chargée de mettre son expertise à profit afin de soutenir FEDCOM dans la mise en place du module e-invoicing.

Le déménagement de la cellule stratégique de la Ministre du Budget vers Finto a été coordonné par la division Budget et Logistique ce qui a permis de réaliser cette mission dans les délais impartis.

Depuis fin de 2015, cette division collabore étroitement avec le service Social et gère sa comptabilité.

La division Personnel et Organisation

Impliquée depuis fin 2015, la division P&O a réalisé l'implémentation de l'application Crescendo pour le personnel du SPF B&CG en 2016.

La division P&O a préparé la collaboration avec le service PersoPoint afin d'optimiser l'utilisation des nouveaux produits de gestion des données administratives du personnel : ESS (Employee Self Service)/MSS (Management Self Service) et Service Now.

La division P&O a activement participé aux réunions de préparation de la note de vision concernant la création du nouveau SPF horizontal Stratégie et Appui, présentée au Conseil des Ministres.

Le dernier Plan du personnel du SPF B&CG a été élaboré par la division P&O en 2016, celui-ci est relatif à l'année 2016.

La division Linguistique et Bien-être

La division Linguistique et Bien-être veille à ce que les documents qui lui sont transmis soient mis à la disposition des intéressés en néerlandais et en français,

dans les délais. Depuis février 2016, cette division assure également les traductions pour la cellule stratégique de la Ministre du Budget.

L'analyse globale des risques liés au bien-être au travail au sein du SPF Budget et Contrôle de la Gestion a été réalisée et servira de base à la révision du Plan global de prévention 2017-2021 dans le cadre de la nouvelle organisation SPF Stratégie et Appui.

La division TIC

Au cours de l'année 2016, la division TIC a assisté le service Comptable fédéral dans ses différents projets, notamment en ce qui concerne la mise en production du SAP Business Warehouse de Fedcom sur la nouvelle technologie HANA.

La division TIC a en outre apporté son input pour le projet eBMC (basé sur SAP Business Planning Consolidation) pour étendre l'utilisation de FEDCOM aux autres organismes publics fédéraux concernés par la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral. Au niveau de l'utilisation de la solution par les clients du SPF B&CG, la division TIC a assuré la portabilité et la stabilité de la solution par l'implémentation d'une plateforme de desktops virtuels pour les nouveaux utilisateurs.

En matière d'infrastructure TIC, la division a assuré :

- le déménagement de la Cellule stratégique au premier semestre 2016
- l'upgrade au niveau de la connectivité
- l'équipement Wifi de toutes les salles de réunion du SPF B&CG

Dans le cadre d'une analyse de sécurité, des "penetration tests" de certaines applications et systèmes d'exploitation IT ont été réalisés afin de mettre en évidence les éventuels points faibles et de renforcer la sécurité si nécessaire.

La division TIC a participé activement au travail préparatoire de mise en place de l'environnement de travail IT de la nouvelle organisation, qui deviendra le SPF Stratégie et Appui.

Le départ de la Chancellerie du projet fin 2016 a nécessité le démarrage d'une nouvelle approche et un changement de la stratégie IT en ce qui concerne l'adoption des solutions et services du cloud public et du G-cloud fédéral dans l'architecture future.

Le service Assistance à l'Elaboration du Budget

Dans le cadre du processus de la confection du budget de l'Etat fédéral et des institutions publiques de sécurité sociale, le contrôle budgétaire a été voté fin juin 2016. Le budget 2017 a été achevé après le conclave et voté à la Chambre dans les délais légaux. En 2016, les tableaux de la loi ont été informatisés.

L'informatisation des rapports du service a été poursuivie en 2016 en utilisant deux centres de connaissance importants : **eXL-Budget** pour le reporting budgétaire dans le but de soutenir au mieux la prise de décision du Gouvernement dans le cadre du cycle de confection du budget et le **launchpad** pour l'obtention des tableaux de la loi à déposer au Parlement ayant un lien avec eXL-Budget et FEDCOM et accéder à des rapports d'exécution du budget (BI).

Le lien d'eXL-Budget est assuré avec l'application Fedcom ce qui permet d'analyser et de filtrer les chiffres et de réaliser une partie du contrôle de gestion. Cette application eXL-Budget est développée au sein du SPF Budget et Contrôle de la Gestion par une seule personne du service TIC (concentration des connaissances dans le concepteur de l'application eXL ou SAP). Pour couvrir ce risque, une mise à jour régulière de la documentation technique est assurée par le service pour permettre le transfert de connaissances, et la formation d'un back-up maîtrisant le langage de programmation utilisé en eXL-Budget est assurée.

Afin d'optimiser la fonction de contrôle en matière d'exécution correcte ou légale du budget, le suivi des budgets des organismes d'intérêt public (OIP) se déroule progressivement via eBMC.

Le contrôle de l'exécution du budget aura lieu par l'utilisation de FEDCOM ainsi qu'au moyen des applications eXL-Budget et de BI (Business Intelligence) afin de pouvoir assurer le suivi de manière plus systématique.

En 2016, une nouvelle procédure interne de traitement des dossiers, via un système DMS, a commencé à être développée pour le service Assistance à l'élaboration du Budget. Cette nouvelle procédure doit conduire à :

- une augmentation des dossiers sous forme numérique et une diminution des flux papier
- un acheminement plus rapide des dossiers vers leurs destinataires
- éviter les envois inutiles des bulletins de redistribution

Par ailleurs, les dossiers « Conseil des Ministres » pour lesquels un accord budgétaire a déjà été donné ne sont plus considérés comme des dossiers exceptionnels et sont directement traités par le chef de service.

En ce qui concerne le **contrôle des engagements**, en 2016 le service a mis l'accent sur la formation de ses collaborateurs et organisé des réunions périodiques afin de communiquer une ligne commune dans l'interprétation des décisions prises par le Gouvernement (p.ex. : circulaire, etc.). Les systèmes et logiciels informatiques ont été mis à jour et de nouvelles procédures ont été élaborées afin de déterminer les obligations légales selon le type de dépense envisagée (CodeNVA).

En ce qui concerne le suivi correct et efficace des missions de contrôle administratif et budgétaire dans le domaine des **médicaments**, le service envisage une

modification de la législation ou une délégation de certaines décisions vers l'inspection des Finances ainsi que la mise en place de procédures claires, compte tenu des différents types de dossiers soumis. Cette adaptation devrait permettre d'éviter des erreurs de traitement. Les collaborateurs ont participé au groupe de travail statuant sur les différentes conventions.

Dans le cadre des négociations relatives à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des contrats d'administration par les **IPSS**, en 2016 le service :

- a participé au groupe de travail statuant sur les différentes conventions
- a mis à jour les bases de données afin d'assurer un suivi optimal et de diminuer l'asymétrie d'informations
- a suivi les différentes demandes et contrats
- a formé et informe les Commissaires du Gouvernement du Budget
- a mis en place des « jalons » afin de s'assurer que le planning mis en place soit respecté

Le Service Assistance à l'élaboration du Budget a également activement collaboré aux groupes de travail impliqués dans la préparation des amendements de la loi du 22 mai 2003 sur la nouvelle comptabilité de l'Etat fédéral. Ceux-ci sont nécessaires pour inclure les organismes publics du secteur 1311 dans Fedcom.

Le service Comptable fédéral

En 2016, le service Comptable fédéral a clôturé les Comptes annuels de l'administration générale et a déposé les comptes à la Chambre dans les délais légaux.

La conclusion d'un contrat de consultance avec la société Capgemini a permis de démarrer les projets prioritaires d'amélioration de l'application Fedcom. Il s'agit des projets :

- **e-invoicing** (concerne les SPF) : mise en œuvre de la facturation électronique entrante pour les SPF au travers d'outils professionnels et intégrés à Fedcom ;
- **eBMC** (concerne les OIP) : captation des données financières et budgétaires des institutions au travers du module BPC de SAP. La phase d'implémentation du projet s'articule autour de 3 phases dont 2 sont en cours ; le projet devrait être terminé fin 2018 ;
- le troisième projet, concernant le **roll-out de Fedcom au SPF Justice** a dû être arrêté en raison du manque de ressources mises à disposition par

le SPF Justice. La date limite du « go live » a donc été reportée et la date de fin du projet sera être redéfinie en conséquence.

D'autres projets et activités ont également marqué l'année 2016 du service Comptable fédéral:

- **Projet logistique avec la police fédérale.** Ce projet consiste en la mise en place d'outils dans FEDCOM pour permettre la gestion logistique et de l'inventaire. L'objectif est de mettre en place des outils standard et basés sur des meilleures pratiques afin de pouvoir les implémenter par la suite, globalement ou partiellement, dans d'autres SPF.
- Réalisation de progrès significatifs en termes **d'interface pour les recettes fiscales** vers FEDCOM. L'équipe du service Comptable fédéral en collaboration avec le SPF Finances a réalisé d'importants travaux dans ce domaine et essaie d'interfacer un maximum d'applications utilisées par le SPF Finances. Le but est de passer, pour les recettes fiscales, d'une comptabilité de caisse à une comptabilité basée sur les droits constatés. Quelque 16 applications sont prévues dont 6 ont été réalisées en 2016.
- Démarrage de la **migration technique vers SAP Hana Dbase.** L'environnement « Business Warehouse » a été migré en 2016. L'environnement ECC Fedcom suivra en 2017.
- Elaboration et mise à jour de la loi du 22 mai 2003 en collaboration avec le service Macrobudgétaire.

Comme les autres services du SPF Budget et Contrôle de la Gestion, le service Comptable fédéral a contribué activement à la mise en place du Trajet 6 d'optimisation des services publics fédéraux horizontaux par sa participation à différents groupes de travail.

En 2016, le service Comptable Fédéral a également collaboré activement aux groupes de travail internationaux, organisés sous la direction d'Eurostat, impliqués dans la mise en place de la gouvernance relative aux Standards Européens de comptabilité pour le secteur public (EPSAS- European Public Sector Accounting Standards / IPSAS- International Public Sector Accounting Standards).

Le service Macrobudgétaire

Le service Macrobudgétaire a comme objectif stratégique de préparer et de soutenir les décisions en matière de politique budgétaire et d'exécution de celle-ci. Lors des différents cycles budgétaires, le gouvernement se base sur les rapports du Comité de monitoring dont le service assure le secrétariat. En 2016, trois rapports ont été élaborés. Le service Macrobudgétaire a également préparé la note préparatoire au cadre budgétaire pluriannuel. Après les conclaves budgétaires, le service assure l'élaboration de l'Exposé général ; l'Exposé général de l'ajustement du budget 2016 a été déposé au Parlement le 25 mai, celui du budget initial 2017 le 23 novembre.

Dans le cadre de la préparation de la discussion budgétaire, le service a investi dans la création d'un inventaire / tableau de suivi pour l'exécution des mesures du conclave.

Le service soutient la cellule stratégique en matière de politique budgétaire générale et assure la coordination de la politique budgétaire avec les communautés et régions (réunions, préparation de notes techniques, élaboration de calculs et de scénarios). En 2016 le service a notamment travaillé sur la problématique des investissements des hôpitaux, l'évaluation de l'accord de coopération de 2013, le calcul du solde structurel et la norme d'endettement.

Le service assure la préparation du rapportage sur la politique budgétaire pour l'Europe : programme de stabilité et projet de plan budgétaire. Le service assure également la communication des informations en matière de politique budgétaire à la Commission européenne. En coopération avec le SPF Finances, une série de décisions sont préparées au niveau européen.

Outre son rôle de soutien de la politique, le Service macrobudgétaire assure l'élaboration d'une série de rapportages pour l'ICN. Il est responsable du secrétariat de la base documentaire générale (une coopération avec les communautés, les régions et l'ICN), et de l'élaboration du regroupement économique et fonctionnel du pouvoir fédéral. En plus de ses missions ordinaires, le service a contribué au lancement et au déploiement du projet eBMC en 2016.

Le projet eBMC

eBMC est l'abréviation d'e-Budgeting, Monitoring & Consolidation. Il s'agit d'une plateforme informatique qui permet aux organismes fédéraux (+/- 120 organisations) de répondre de manière électronique aux obligations de rapportage dans le cadre des processus suivants :

- budget : de la préparation à la publication (*Budgeting*)
- monitoring de l'exécution du budget (*Monitoring*)

- rassemblement des comptes généraux de chaque organisme selon le plan comptable fédéral uniforme, pour établir sur cette base les comptes annuels consolidés de l'Etat fédéral (*Consolidation*).

eBMC intègre toutes ces données dans un seul système et constitue ainsi une source de données unique gérée par le SPF Budget et Contrôle de la Gestion.

L'application eBMC se base sur les obligations de rapportage imposées par la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral. Cette loi a été adaptée en 2016 pour les organismes fédéraux. Vu l'extension du périmètre il était nécessaire, d'une part, de modifier la date d'entrée en vigueur et, d'autre part, d'effectuer une série de simplifications. Le 25 décembre 2016, ces adaptations ont été signées par le Roi.

Entre-temps, une structure budgétaire uniforme a également été élaborée pour tous les organismes fédéraux. L'arrêté royal fixant cette structure uniforme sera soumis pour signature au cours du deuxième trimestre 2017. Mi-2016, le Conseil des Ministres a chargé le SPF de tester l'introduction d'eBMC et le cadre légal adapté dans 8 organismes pilotes.

Au cours de l'année 2016, l'application eBMC a été développée en fonction des besoins de rapportage de chacun des trois processus. Les données de base pour les applications ont été définies et chargées, les rôles et autorisations ont été définies, les écrans de saisie spécifiques et rapports ont été développés, et les flux de travail ont été mis en place pour diriger les actions que doivent entreprendre les différentes personnes associées aux processus. Ce prototype a été entièrement testé par l'équipe de projet et adapté si nécessaire.

En été 2016, l'aspect technique de l'application a également été développé. L'application a été transférée vers la base de données SAP HANA plus performante, et a également été intégrée sur une plateforme Terminal Server qui permet à l'application de fonctionner en toute indépendance du matériel et logiciel ICT disponibles au sein des organismes fédéraux.

En matière de gestion du changement, l'équipe de projet eBMC a organisé des réunions d'information avec les organismes concernés et a développé les outils nécessaires au soutien de la transition vers une structure budgétaire uniforme et le plan comptable fédéral.

Après avoir testé la solution eBMC, un accompagnement intensif a été organisé fin 2016 pour la mise en place de cette application au sein des organismes pilotes. Dans une première étape, le processus de rapportage *Monitoring* a été lancé avec succès dans eBMC. Début 2017 ces organismes ont effectué leur contrôle budgétaire 2017 via eBMC. Les expériences retenues au cours de cette phase pilote ont permis de finaliser les manuels d'utilisateur pour les processus *Monitoring* et *Confection du Budget*.

Fin 2016 l'application eBMC était prête pour continuer le déploiement, en différentes phases, dans tous les autres organismes fédéraux en soutien des processus *Monitoring* et *Confection du Budget*. Des préparations concrètes ont été entamées en décembre avec un premier groupe d'organismes fédéraux en vue de réaliser la suite du déploiement au cours de l'année 2017. En ce qui concerne le processus *Consolidation* dans eBMC, les organismes pilotes commenceront au cours du deuxième trimestre de 2017, après avoir achevé la clôture annuelle 2016.

Le Bureau d'Éthique et de Déontologie administratives

Les activités 2016 du Bureau d'éthique et de Déontologie administratives se sont principalement illustrées dans 3 domaines :

- **International** : préparation et réalisation du rapport en vue de l'évaluation des mesures de prévention de la corruption par les évaluateurs des Nations Unies. Cette évaluation permettra de déterminer l'adéquation des mesures de prévention de la corruption prises par la Belgique au regard du chapitre II « Mesures préventives » de la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations Unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003. Ce rapport a été transmis aux Nations Unies dans les délais prévus. Pour réaliser ce rapport le Bureau a notamment assuré la coordination entre les entités fédérées.
- **Politique fédérale d'intégrité sur le plan des Ressources humaines** :
 - ✓ Sensibilisation à l'intégrité : à la demande de la cellule stratégique du Ministre de la Fonction publique le Bureau a organisé une série de workshops avec les responsables de sélection du Selor et agréés par le Selor, en vue de les sensibiliser aux risques d'intégrité au cours de la procédure de sélection.
 - ✓ Le Bureau a collaboré avec le Selor en vue d'intégrer une dimension éthique dans le processus de sélection des mandataires.
- **Consultance** : Suivi de plusieurs projets de soutien et de conseil à différents SPF pour la mise en œuvre de la politique d'intégrité.
- **Réseaux** : Le Bureau assure également la coordination du réseau des Personnes de Confiance Intégrité et des coordinateurs d'intégrité qui constituent des plateformes d'échange d'expérience et de bonnes pratiques.

Durant l'année 2016, le Bureau a également collaboré aux travaux de l'OCDE concernant la révision de la politique d'intégrité dans le secteur public et a assuré la communication de ses activités internationales aux cellules stratégiques.

Colophon

Coordination

Valérie Paulus

Valerie.paulus@budget.fed.be

Service Public Fédéral Budget et Contrôle de la Gestion

Rue Royale 138/2

1000 Bruxelles

02 212 37 11

www.budgetfederal.be

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes ayant contribué à la réalisation de ce document.

Editeur responsable

Monsieur Alfons Boon, Président du Comité de direction

Rue Royale 138, bte2, 1000 Bruxelles

Dit verslag bestaat ook in het Nederlands